La politique chinoise à l' égard de l'Afrique subsaharienne

Par LCL Issa Abou[1]
(Bénin)

« L'Afrique et la Chine ont ouvert ensemble un partenariat stratégique de type nouveau dont les caractéristiques fondamentales sont l'égalité et la confiance réciproque sur le plan politique, une coopération gagnant-gagnant sur le plan économique et des échanges bénéfiques sur le plan culturel ». Cette citation de Wen Jiabao Premier Ministre de la République Populaire de Chine met en exergue la particularité de la coopération sino-africaine. Parler de la politique chinoise à l'égard de l'Afrique noire revient à analyser la problématique des relations sud-sud notamment celles qu'entretient la2 puissance économique du monde avec les Etats sous-développés de l'Afrique subsaharienne.

Enliant aide, commerce et investissements, enpromouvant son propre modèle de développement économique et en se positionnant comme grandepuissance autant que comme pays en développement, la Chine a accumulé beaucoup de succès politiques. Son approche du développement a en effet l'air de plaire aux leaders africains en quête d'une alternative viable aux politiques chaotiques faisant la part belle aux marchés et aux réformes démocratiques imposés comme norme universelle par les bailleurs de fonds occidentaux.

I. LES ENJEUX DE LA PRESENCE CHINOISE EN AFRIQUE NOIRE

La présence forte de la Chine en Afrique au sud du Sahara se justifie pour 3 raisons principales.

---

1 LCL Issa Abou du Bénin, officier stagiaire de la 29e promotion du Cours d'études de défense et de stratégie du CED de l'UDN de la Chine.

1.1 Raisonséconomiques et commerciales

Le réchauffement de la coopération entre la Chine et l'Afrique se mesure à l'aune des données chiffrées relatives aux échanges commerciaux entre les deux partenaires. La Chine et l'Afrique ont connu une courbe ascendante en termes de densité et de qualité des échanges économiques.

En effet, ne dépassant pas 10 milliards de dollars US lors du premier forum sino-africain en 2000, ils ont atteint 40 milliards de dollars en 2005 puis 55 milliards en 2006 et devrait tourner autour de 100 milliards de dollars à nos jours. Certes, l'Afrique ne représente que 2,3 % des exportations de la Chine et 2 % de ses importations, mais la réalité est que ces chiffres sont en constante évolution. Le nombre croissant de Chinois vivant en Afrique et le foisonnement des produits chinois sur les marchés africains ne sont que la partie visible d'un changement qui s'opère en profondeur dans la coopération sino-africaine.

L'Afrique subsaharienne pour la Chine est un marché immense (environ 900 millions de consommateurs potentiels), ouvert sans contraintes aux produits chinois de grande consommation dont la piètre qualité est compensée par un coût adapté au pouvoird'achat des populations africaines, contrairement aux produits manufacturés en Occident qui, s'ils répondent aux normes internationales en vigueur en matière de production, sont souvent largement au-dessus de la bourse de l'Africain moyen.

Ainsi, pour l'Afrique, la Chine constitue une nouvelle destination pour ses matières premières dont la hausse des coûts est liée à la forte demande de l'économie chinoise. Aujourd'hui, la Chine figure parmi les premiers partenaires commerciaux de nombreux pays africains. Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2007, des centaines de catégories de produits en provenance de pays africains bénéficient du tarif douanier zéro pour leur entrée en Chine.

Des centaines de sociétés publiques et privées chinoises implantées sur le continent africain placent autant leurs fonds dans les secteurs porteurs – des mines à la pêche en passant par l'exploitation du bois précieux ou la téléphonie – que dans ceux jugés moins rentables, et parfois abandonnés par les Occidentaux. C'estainsi qu'ont été relancées l'exploitation des mines de cuivre zambiennes et les recherches pétrolières dans un Gabon où les réserves sont supposées se tarir. En 2004, les investissements chinois s'élevaient à plus de 900 millions de dollars sur les 15 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) en Afrique. Des milliers de projets sont en cours; plus de 500 sont exclusivement menés par la firme de travaux publics China Road And Bridge Corporation, contribuant à placer 43 sociétés chinoises parmi les

225 premières entreprises mondiales du secteur. Pékin s'est emparé du marché éthiopien des télécommunications, a repriscertaines activités de la Gécamines (industrie minière congolaise), a rénové la route Mombasa-Nairobi (Kenya) et lancé le premier satellite nigérian. Certains pays africains ont reçu le statut officiel de destination touristique, incitant les ressortissants chinois à s'y rendre.

Selon les statistiques officielles chinoises, les investissements directs chinois sur le continent noir africain sont passés de 491 millions de dollars en 2003 à 7,8 milliards fin 2008. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont quant à eux décuplé depuis le début de la décennie: ils ont atteint 106,8 milliards de dollars en 2008. Cet essor des échanges commerciaux est sans précédent. Pékin mène une véritable politique de développement et de soutien des Etats africains en difficulté. Il octroie de nombreux prêts et a été jusqu'à supprimer des dettes de certains Etats africains.

1.2 Raisons stratégiques et politiques

En décidant de créer en concertation avec les pays africains le « Forum sur la Coopération sino-africaine » , la Chine a ainsi voulu prendre en compte les mutations qui, dans son analyse, invitaient à aller au-delà des mécanismes classiques d'une coopération longtemps articulée autour du « bilatéral ». Ainsi, les relations sino-africaines sont passées du bilatéralisme au multilatéralisme. Elles étaient particulièrement marquées par le contexte de guerre froide qui entraînait un isolement de certains Etats africains. Anti-impérialiste et contrepoids à l'Occident, la Chine s'infiltrait dans les territoires d'Afrique épargnés par les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Elle n'a depuis jamais vraiment quitté le continent noir.

À l'aube du troisième millénaire, ces relations ont pris une nouvelle nature. En fait, depuis le premier sommet de la coopération sino-africaine, la politique africaine de la Chine s'inscrit désormais dans une logique multilatérale, étant entendue qu'elle se définit par rapport au continent africain dans l'ensemble et non plus par rapport aux Etats pris individuellement. Les trois sommets du Forum pour la coopération sino-africaine traduisent ce multilatéralisme, car ils constituent des occasions pour les deux partenaires de définir de nouvelles priorités pour leur coopération, de convenir des nouveaux objectifs à atteindre et d'arrêter de nouvelles orientations.

L'évolution de la coopération sino-africaine se manifeste également par les visites de haut niveau. En effet, c'est à partir de 1995 que le ballet des visites chinoises a pris son véritable envol avec le voyage en Afrique du premier ministre Li Peng. Depuis près d'une vingtaine d'années, il est d'usage, que

le chef de la diplomatie chinoise effectue une tournée en Afrique au début de chaque année.

Pour sa part, le Président Hu, depuis son accessionau pouvoir en 2003, multiplie les voyages en direction du continent. Il a séjourné en avril 2004 au Nigéria et au Kenya. En janvier 2005, il a fait une tournée dans 10 pays africains. Ce ballet diplomatique s'est poursuivi au même rythme en 2006 et 2007. Il faut dire que pendant la même période, de nombreux dirigeants noirs africains se sont également rendus en Chine. Ce dynamisme des relations diplomatiques a eu pour résultat un accroissement considérable du volume des échanges commerciaux entre l'Afrique subsaharienne et son partenaire chinois.

De plus, la Chine ne pose pas de conditions contraignantes à son aide en termes de politiques et d'orientations économiques. Pas plus qu'elle n'a « d'exigence» vis-à-vis de ses partenaires en termes de démocratie, de transparence dans l'usage des fonds, de lutte contre la corruption, etc. Sa politique de coopération se fonde sur la « non-ingérence » dans les affaires intérieures des pays africains et « le respect mutuel ».

1.3 Raison énergétique

L'Afrique subsaharienne, en plus d'être un réservoir de matières premières importantes, est un véritable puits d'hydrocarbures et attire les convoitises non seulement de la Chine, mais aussi de l'Inde, des Etats-Unis et de l'Europe qui cherchent davantage à se détacher du Moyen-Orient.

La Chine est le deuxième consommateur de brut de la planète; plus de 25% de ses importations de pétrole proviennent du golfe de Guinée et de l'hinterland soudanais. Mais sa présence se limite de moins en moins à certains Etats africains, car la Chine a décidé d'élargir les recherches à tout le continent. En retour, elle propose l'octroi de concessions et de tarifs parfois préférentiels, de construire sur le continent des infrastructures routières, ferroviaires ou hydrauliques. Mais elle offre aussi l'accès à son immense marché.

Ainsi, elle a multiplié ces dernières années la construction d'ouvrage de génie civil (réseau téléphonique en Ethiopie, terminal aéroportuaire au Tchad, le barrage de Méroé au Soudan, le barrage hydro-électrique d'Imbouli sur le fleuve Congo (Congo-Brazzaville), le palais de la culture d'Abidjan ou encore les Assemblées nationales de Libreville, de N'Djamena, le siège de l'Union Africaine (UA) à Addis-Ababa, etc.

Les dirigeants chinois se basent désormais sur leur capacité à assurer un développement économique durable à la RPC. Alors, l'accès aux ressources naturelles et aux marchés d'exportation africains est devenu, de

manière indirecte, un leitmotiv pour les élites dirigeantes de Pékin. Dans cette perspective, il apparaît donc que c'est la sécurité économique dans ses diverses composantes (approvisionnement, accès aux marchés, capacités technico-industrielles, crédit-finance, etc.) qui détermine la majeure partie de la stratégie de politique africaine de Pékin.

Ⅱ. DEFIS A RELEVER DANS LES RELATIONS SINO-AFRICAINES

Même si actuellement les résultats économiques restent hétérogènes, l'Afrique noire connaît néanmoins une amorce de développement jamais vue depuis une décennie. Si on ne peut pas encore parler de véritable décollage de l'économie africaine, certains pays grâce à cette coopération avec la Chine, confirment leur statut de pôles régionaux et deviennent les moteurs économiques du continent. Malgré ces facteurs positifs, la Chine rencontre de nouvelles résistances à sa présence africaine, aussi bien internes qu'externes qu'il conviendrait de relever afin de mieux solutionner.

2.1 Défis d'ordre endogène

Au niveau de l'Afrique noire elle-même, Pékin se retrouve confrontée avec de plus en plus d'acuité à une société civile dont les préoccupations, ressentiments et aspirations entrent souvent en conflit avec ses intérêts. En effet, parallèlement à la brusque réouverture du champ d'action des décideurs africains au niveau international, l'arrivée de la Chine en tant que nouvel acteur de poids a généré des conséquences inattendues au niveau interne. La rencontre de deux mondes diamétralement opposés génère souvent des frictions qui se traduisent parfois par des manifestations de colère et des éruptions de violence mettant à mal le pouvoir des dirigeants locaux. La présence chinoise est ainsi devenue un enjeu électoral dans certains pays. En Zambie par exemple, un fort sentiment antichinois – développé sous le prétexte du non-respect de la législation du travail et des normes environnementales et de sécurité par des entrepreneurs chinois – a été instrumentalisé par l'opposition politique lors des présidentielles de 2006. Si certains en Afrique, à l'instar du leader zambien Michael Sata dénoncent le « néocolonialisme », beaucoup pensent, au contraire, que les relations avec la Chine sont plus avantageuses qu'avec l'Occident. Cette contestation locale met parfois à mal les bonnes relations de la Chine et de ses partenaires africains, ainsi que l'illustre la réaction négative chinoise aux propos du leader d'opposition zambien. Au Soudan, des mouvements de colère populaire consécutifs aux expulsions décidées dans le cadre de la construction du barrage de Méroé ont aussi eu un

impact politique non négligeable.

Les entreprises et les individus chinois sont même devenus actuellement des enjeux locaux: menaces, attentats, rapts et assassinats ciblés constituent désormais un écueil d'importance à la présence durable de la Chine en Afrique. Ainsi, entre 2007 et mars 2012, des dizaines de citoyens chinois y ont été tués dans des incidents violents et d'autres ont été enlevés tandis que, sur la même période, les intérêts de compagnies chinoises ont été menacés par des groupes rebelles dans plusieurs pays africains: l'exemple de l'attaque contre les travailleurs chinois en Ethiopie en janvier 2012 (Kordofan du Sud) en est un exemple patent. En outre, la concurrence que livrent les commerçants,les intermédiaires chinois aux entrepreneurs locaux et l'emploi d'une main-d'œuvre importée de Chine dans des pays minés par le chômage ont aussi leur rôle dans ce rejet.

Ainsi, après une période d'euphorie, l'engagement chinois en Afrique est entré dans une phase de normalisation qui confronte la Chine aux difficultés inhérentes à l'environnement africain et renvoie aux réalités d'un engagement sur le long terme, ce qui, in fine, fait d'elle « un acteur parmi d'autres » en Afrique.

2.2 Défis d'ordre exogène

L'Afrique, ancienpré - carrédesempires colonialistes, est entrée dans un nouveau millénaire et se tourne vers ceux qui lui offrent de nouvelles perspectives (Chine, Inde, Etat-Unis, Japon, Brésil…). Mais l'engagement africain de Pékin doit faire face à des pressions et critiques des Occidentaux qui disposent de solides relais dans l'élite africaine et les ONG (Organisations Non Gouvernementales). Ceux-ci considèrent les impacts de la présence chinoise comme préjudiciables à la stabilité du continent et aux droits de l'homme.

En fait, certains programmes d'aide de la Chine font l'objet de critiques très vives de la part des Occidentaux sous le prétexte qu'il ne sont soumis à aucun impératif en matière de bonne gouvernance, de la préservation de l'environnement, du désendettement, etc.

En effet, de nombreux observateurs estiment que la Chine soutient les autocrates dotés de ressources naturelles, comme au Soudan et au Zimbabwe. La chine est accusée de saboter les « réussites » engrangées jusque-là par la coopération au développement occidentale. L'action chinoise au Zimbabwe a ainsi permis à ce pays de passer outre les pressions internationales et aurait ruiné de nombreuses possibilités de réforme en son sein. L'apport de devises ou la réalisation d'infrastructures en échange de matières premières, comme

en Angola, et un soutien mutuel dans les fora multilatéraux, comme pour le Soudan (lors de la crise du Darfour), ont immanquablement débouché sur des violations graves des droits de l'homme dans ces pays. Pour certains, le modèle de développement chinois, dût-il continuer à engranger les succès, débouchera donc sur « une Afrique chaotique et autoritaire ».

Cela étant, l'historique des coopérations entretenues par les Occidentaux avec certains dictateurs africains ne plaide certainement pas en faveur d'un respect inconditionnel des droits de l'homme par les USA, l'Angleterre, la France (exemple du Zaïre de Mobutu).

Cette attitude négative de l'Occident vis-à-vis de la présence chinoise en Afrique doit inciter les deux partenaires à faire preuve de moins de discrétion en menant de grandes actions de communications au travers des médias; d'où la nécessité aujourd'hui de créer une télévision sino-africaine capable de concurrencer CNN et d'autres chaines occidentales.

Ⅲ. SUGGESTIONS

L'Afrique s'est enfin dotée d'une feuille de route afin d'initier un développement durable dans un cadre multilatéral prenant en compte toutes les grandes puissances à savoir: USA, UE, JAPON, CHINE... Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) apparaît aujourd'hui comme porteur d'espoir pour les Africains mais son financement constitue un obstacle majeur.

3.1 Une intégration africaine nécessaire

Le 23 octobre 2001, au Sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine à Abuja, constatant l'échec des efforts en matière de développement, les chefs d'Etat proposent de réajuster les relations avec les puissances étrangères, avec à terme l'ambition de lever les blocages au développement de l'Afrique: ils créent le NEPAD qui divise l'Afrique en cinq régions de développement économique: le Nord, le Sud, l'Est, l'Ouest et le Centre. Ce découpage respecte les zones économiques déjà existantes à savoir:

- L'UMA (Union du Maghreb Arabe),
- La SADC (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe),
- L'IGAD (Autorité Intergouvernementale pour le Développement),
- La CEDEAO (Communauté Economique des Etats d l'Afrique de l'Ouest),
- La CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale).

Le document-cadre du NEPAD définit cinq objectifs à savoir :

- Supprimer la pauvreté,
- Placer les pays africains sur la voie d'une croissance et d'un développement durable,
- Mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans le processus de globalisation,
- Accélérer la libéralisation de la femme,
- Intégrer l'Afrique dans l'économie mondiale.

Les axes prioritaires définis (infrastructures, promotion de l 'industrie, del'agro-industrie, santé, nouvelles technologies et environnement) doivent mobiliser les investissements nationaux et internationaux afin d'ancrer la reconstruction du continent sur les ressources des populations africaines. Le NEPAD repose sur une surveillance mutuelle des pays membres: chaque Etat du NEPAD accepte d'être audité par les experts des autres pays. Les exigences politiques du NEPAD (bonne gouvernance, respect de la démocratie et des droits de l'homme), doivent permettre de restaurer la confiance des investisseurs étrangers. De grands projets ont été proposés comme :le projet Nigal (gazoduc Nigeria-Europe via l'Algérie) ou la ligne électrique de l'Egypte à la RDC symbolisant l'ambition du NEPAD de faciliter l'accès à l'énergie des pays africains qui en sont dépourvus.

La voie ferrée reliant le Sénégal au Nigeria et la route transsaharienne de l'Algérie au Nigéria…démontrent, à travers la construction d'infrastructures, la volonté d'établir une meilleure coopération entre les Etats africains.

Le NEPAD a établi un « Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine » en tenant compte de ses handicaps:

- L'irrégularité des précipitations,
- La faiblesse des sols en éléments nutritifs.

Pour y remédier, ce programme prévoit un secteur d'investissement fondamental destiné à assurer le « soutien scientifique nécessaire pour augmenter la productivité et la compétitivité à long terme ».

3.2 Un engagement chinois sélectif et pragmatique indispensable

En fait, après deux décennies d'intenses relations entre la Chine et l'Afrique subsaharienne, il est nécessaire de marquer une pause car, l'analyse du bilan des relations sino-africaines reste particulièrement délicate en raison de l'état actuel du continent en termes d'économie, de stabilité politique et de catastrophes humanitaires.

En effet, de tous les défis que doivent relever les pays africains, dans leur ambition de construire un développement économique durable, vient en première priorité la résolution des problèmes de gouvernance. Il devient

impérieux d'une part, que la Chine commence par exiger de ses partenaires africains le respect des principes de bonne gouvernance. D'autre part, il est indéniable, que l'Afrique souffre d'un manque criard de compétences en ressources humaines dans le domaine de la conception et de la mise en œuvre de projets de développement viables. Par conséquent les projets de prestige (palais, stades de sport, etc.) conçus par les cadres africains et réalisés par la Chine ne participent pas nécessairement à lutter contre le sous-développement. Il importe donc qu'aujourd'hui, la Chine conditionne le financement des projets africains à l'impact réel que ceux-ci auront sur le développement durable des pays bénéficiaires, à savoir: relever les défis dans les domaines de l'électricité, de l'agriculture,des voix de communications (routes, chemins de fer,ports, aéroports…), de l'éducation, de la santé, de la sécurité, etc. En outre, la vitesse à laquelle grandissent les communautés chinoises en Afrique et les communautés africaines en Chine génère de nouveaux défis dans les champs d'application des politiques culturelles, d'immigration et du développement socio-économique, vu que leurs intégrations se révèlent souvent problématiques.

Ainsi, c'est en relevant ces défis que les deux partenaires pourraient voir se dissiper les nuages qui pointent à l'horizon. Ceci permettra également à la Chine de contribuer réellement à aider les pays africains à relever les défis du développement notamment économique mais surtout à gagner le c œur des populations africaines.

Ⅳ. CONCLUSION

Pour conclure cette communication, nous dirons qu'il est évident que, la Chine cherche en Afrique des éléments indispensables à sa croissance économique, et à sa politique de développement harmonieux et qu'en contre partie l'Afrique peut faire de la Chine un allié pour son développement afin de l'aider à sortir de l'anonymat économique dans lequel elle végète depuis si longtemps. Cette relation est néanmoins confrontée à un nombre croissant d'obstacles et de difficultés. Il conviendrait donc que les deux partenaires relèvent impérativement ces défis sous peine de régression du continent noir. C'est seulement à ce prix, que l'Afrique pourrait profiter pleinement des potentialités économiques que lui offre la Chine et, cette dernière, bénéficier réciproquement des ressources énormes dont regorge ce continent conformément au principe sacro-saint « gagnant-gagnant » .

Edité par Li Jingjing